

# La justice à travers l'affaire Patrick Dils



CAYOTTE Lucie

5<sup>ème</sup> CLA 2<sup>ème</sup> Semestre Travail Personnel 2015

Tutrice : KOHLL Séverine

# L'affaire Patrick Dils 1

**28 septembre 1986**

Les corps de 2 enfants de 8 ans retrouvés à Montigny-Lès-Metz

↳ Investigation du légiste et de la police

**28 avril 1987**

Patrick Dils, 16 ans, placé en garde à vue. Inculpé 2 jours plus tard pour homicide volontaire

**6 mai 1987**

Il envoie sa première lettre à son avocat, Maître Jean-Marc Florand : il y clame son innocence. Cette lettre ne sera jamais publiée

**27 janvier 1989**

Dils condamné à la prison à perpétuité par la cour d'assises des mineurs de Metz

**6 mai 1994**

Patrick Dils demande la grâce présidentielle à François Mitterrand, qui lui refuse, écrivant à la famille des victimes en les assurant qu'il n'accorderait jamais sa grâce à un meurtrier d'enfant

**24 octobre 1997**

Jean-François Abgrall, gendarme à Rennes, évoque des propos tenus par le tueur en série Francis Heaulme

**27 mars 1998**

- ❖ À la demande de la famille Dils, les enquêteurs réétudient le dossier
- ❖ Maître Jean-Marc Florand dépose une nouvelle requête en révision, après avoir appris que le tueur en série, Francis Heaulme était à proximité du lieu du crime à l'époque où il a eu lieu

**21 juin 1999**

La commission de révision des condamnations pénales constate que les éléments apportés étaient totalement inconnus du dossier et qu'ils ne peuvent pas faire douter de la culpabilité de Patrick Dils

**18 mai 2000**

11 ans après l'e jugement de Patrick Dils, la commission de révision des condamnations pénales ordonne de nouvelles investigations au vu des nouveaux éléments apportés

**21 avril 2001**

La cour de révision annule la condamnation à perpétuité de Dils, reste malgré tout en prison

# L'affaire Patrick Dils 2

**20 juin 2001**

Dils est rejugé devant la cour d'assises de Reims. Francis Heaulme n'est alors cité que comme simple témoin

**29 juin 2001**

Patrick Dils est de nouveau condamné à 25 ans de prison à Reims. Il a fait appel

**8 avril 2002**

Début du procès en appel de Patrick Dils devant la cour d'assises des mineurs à Lyon

**24 avril 2002**

Patrick Dils sortira de prison le jour-même après 15 ans de prison. Son innocence est reconnue par le tribunal

**26 juin 2006**

Francis Heaulme mis en examen pour double-meurtre. Un non-lieu est prononcé en sa faveur. À la demande de Gabrielle Beining (la mère de Cyril), de nouveaux magistrats reprennent l'enquête en mars 2013. Francis Heaulme est alors renvoyé devant la cour d'assises de Metz

**Avril 2007**

L'ADN retrouvé sur le pantalon saisi au domicile de Francis Heaulme ne correspond pas à celui trouvé sur les 2 victimes sur la voie ferrée

**31 mars 2014**

Début du procès de Francis Heaulme à la cour d'assises de Metz



# Sommaire

---

## Introduction

### 1ère Partie: L'affaire Patrick Dils

1. Les faits
2. Le déroulement de l'enquête
3. La condamnation
4. De nouveaux faits
5. La revision du procès

### 2ème Partie: Les différents intervenants

1. L'avocat de l'accusé
  - Quel est le rôle de l'avocat avant le procès?
  - Quel est le rôle de l'avocat pendant le procès?
  - Combien coûte un avocat?
2. L'avocat de la Partie Civile (victimes)
3. Le juge d'instruction
4. Les jurés
5. Le juge

### 3ème Partie: les différents tribunaux

- Cour d'assise des mineurs
- Cour de cassation

### 4ème Partie: Rapport de stage

## Conclusion

# Introduction

---

Je suis très intéressée par le droit et plus particulièrement par la justice. En effet, je trouve que ce sont des sujets dont on parle tous les jours dans les journaux, à la radio, à la télévision. Il y a tous les jours des affaires de meurtres, des affaires où la police doit intervenir. Il y a également de nombreux films ou séries télévisées qui traitent ces sujets et on y voit toujours des enquêtes.

Je souhaiterais m'orienter dans un domaine comme avocat ou juge. Cela ne veut tout de même pas dire que je ne m'intéresse pas aux autres métiers concernant le droit. C'est pour cette raison que j'ai décidé de parler dans mon Travail Personnel d'une affaire assez connue et qui s'est également déroulée dans notre région. Il s'agit de l'affaire Patrick Dils.

J'ai choisi de m'informer sur cette affaire, car on en parle encore aujourd'hui alors que cette affaire date de 1986. Elle m'a parue intéressante pour plusieurs raisons et notamment parce qu'il s'agit de la plus grave erreur judiciaire reconnue en France et aussi parce que c'est la première histoire concernant un mineur condamné pour meurtre à la prison à perpétuité.

A partir de cette affaire que j'ai analysée et dont j'ai tenté d'en résumer les principaux événements, j'ai cherché des informations sur les principaux intervenants dans un procès d'assises.

J'ai également choisi de faire un stage à l'Etude Majerus à Esch sur Alzette pour apporter une touche personnelle dans mon travail. En effet, ce stage m'a permis de visiter les différents tribunaux à Luxembourg ville et à Esch sur Alzette. J'ai pu poser des questions au sujet du droit à un avocat, qui m'a guidée lors de mon stage et grâce à lui j'ai pu voir le métier d'avocat avec un nouveau regard. Je les remercie de m'avoir apporté toutes ces découvertes et de m'avoir accueillie très chaleureusement.

# 1<sup>ère</sup> Partie

## L'affaire Patrick Dils

### 1. Les faits :

Le 28 septembre 1986, deux enfants, Cyril Beining et Alexandre Beckrich, nés en 1978, sont retrouvés morts le long d'une voie de garage de la SNCF à Montigny-lès-Metz.



Bernard Varlet est l'inspecteur divisionnaire de la police judiciaire de Metz. C'est lui qui assure l'enquête depuis le début.



### 2. Le déroulement de l'enquête

Au cours de cette enquête, 1 500 personnes sont interrogées. La famille Dils est l'une de ces 1 500 personnes. Ce jour-là les policiers interpellent le fils des Dils, Patrick Dils qui a les mains bandées et pleines de sang. Patrick Dils leur raconte qu'il a vu des vélos sur le lieu du crime et une voiture garée à côté, mais il ne pouvait pas être l'auteur de ce double-meurtre, car les deux enfants sont décédés aux alentours de 18h20 et à cette heure-là les Dils rentraient de leur sortie en Meuse.





En effet, ce jour-là, les Dils étaient dans leur maison à la campagne à Dainville-Bertheville et sont rentrés aux alentours de 18h45. Patrick Dils dit être allé faire un tour pour aller fouiller dans les poubelles d'une industrie à 200 mètres de chez lui et en face de la voie ferrée, là où a eu lieu le crime. Dans les poubelles, il cherchait des timbres pour sa collection. Mais ce jeune homme de 16 ans paraît suspect aux yeux des enquêteurs malgré son alibi.

L'enquête est difficile et les investigations vont durer 7 mois, mais les enquêteurs parviennent à rassembler de nombreuses preuves.

C'est alors que, entre la première audition de Patrick Dils et l'arrestation, donc 7 mois, l'heure de la mort des deux petits garçons de 8 ans a changé. En effet, peu de temps après le meurtre, Mme Déchamps, une voisine habitant à 170 mètres du lieu du crime affirme avoir entendu des pleurs et des cris d'enfants vers 18h50. Ce témoignage prouve que l'heure de la mort des deux petits garçons de 8 ans se situe à 18h55 au lieu de 18h20.

Cette différence de 35 minutes entraîne l'interpellation à nouveau de Patrick Dils par les policiers : à 18h55 Dils n'a plus d'alibi. On l'interroge alors de 15h à 18h et pendant ces 3 heures il nie tout. Ensuite, il est interrogé de 20h à minuit et pendant ces 4 heures il n'y a toujours pas d'aveux.

C'est alors le lendemain matin à 7 heures, après 24 heures d'interpellation, qu'il passe enfin aux aveux. Il explique alors ce qu'il s'est passé. A la demande de Bernard Varlet (l'inspecteur) il dessine l'endroit du meurtre et les moindres détails. Il se fait alors arrêter par l'inspecteur Varlet le 28 avril 1987 à 14h45. L'affaire est alors bouclée, Dils a tué ces deux petits garçons sauvagement à coup de pierre et sans mobile. Pour tout le monde Patrick Dils est le coupable. Il a alors 16 ans quand il part en prison.

Pourtant, quelques jours plus tard, le jeune homme clame son innocence et il continuera à le faire pendant plus de 14 ans.

Après 1 semaine passée en prison, Dils envoie sa première lettre à son avocat le 6 mai 1987, mais celle-ci n'a jamais été publiée. Il envoie encore des dizaines de lettres toujours adressées à son avocat et signe ces courriers de deux mots, « L'innocent incompris ». Son but était de faire comprendre qu'il était innocent.



### 3. La condamnation

Le 27 janvier 1989, il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la Cour d'assises des mineurs de la Moselle. Le fait qu'il soit mineur n'aura pas été pris en compte, or l'excuse de minorité, question posée systématiquement aux jurés, aurait permis de diviser la durée de la peine par deux. Pour la première fois depuis avril 1987, ces parents sont autorisés à le voir 5 minutes dans un corridor bouclé par les gendarmes. Les parents des victimes disent qu'ils auraient souhaité pour Patrick Dils la peine de mort.

### 4. De nouveaux faits

Le 24 octobre 1997 l'adjudant-chef de gendarmerie Jean-François Abgrall, de la section de recherches de la gendarmerie de Rennes, spécialiste des dossiers dans lesquels le "tueur en série", Francis Heaulme est condamné, mis en examen ou suspect, transmet à la justice un document dans lequel il rend compte d'un entretien qu'il a eu en 1992 à la maison d'arrêt de Brest avec Heaulme, condamné pour trois homicides et mis en examen pour six autres. Dans ce procès-verbal, le gendarme écrit : « Francis Heaulme nous a tenu les propos suivants, disant avoir effectué une promenade à vélo le long d'une voie de chemin de fer dans l'est de la France, avoir reçu des pierres jetées par deux enfants, être parti, puis repassé sur les lieux quelques minutes plus tard, où il aurait vu les corps de deux enfants près de wagons non loin de poubelles et d'un pont, avoir vu sur les lieux des pompiers et des policiers. »

En 1998, les parents de Patrick Dils, qui croient toujours en l'innocence de leur fils, demandent à deux avocats parisiens, Maîtres Jean-Marc Florand et Karim Achoui, de réétudier le dossier. S'intéressant à Francis Heaulme, ils envoient un courrier à la gendarmerie de Rennes. Le gendarme Abgrall décide alors de rédiger son procès-verbal de renseignement judiciaire, et le 27 mars 1998, Maître Jean-Marc Florand dépose une nouvelle requête en révision après avoir appris que le tueur en série Francis Heaulme était à proximité du lieu du crime à l'époque où il a eu lieu.



Le magistrat délégué par la Cour de cassation, Jean Favard, avait débuté ses investigations à partir du procès-verbal de renseignement judiciaire du gendarme Abgrall. Rendant visite à Francis Heaulme, il obtient de nouvelles précisions sur son emploi du temps le 28 septembre 1986, jour du double meurtre.



Francis Heaulme travaillait à l'époque des faits dans une entreprise située à 400 mètres des lieux du crime. Il reconnaît avoir été sur place ce jour-là, à l'heure et à l'endroit précis des crimes, avoir vu les enfants, avoir reçu sur la tête des pierres jetées par les deux enfants, mais nie être l'auteur du double meurtre.



## 5. La révision du procès

Le 21 juin 1999, la commission de révision des condamnations pénales, présidée par Henri Le Gall, constate que les éléments apportés étaient totalement inconnus du dossier de la Cour d'assises des mineurs en 1989 et qu'ils ne peuvent que faire douter de la culpabilité de Patrick Dils. Il accepte de soumettre le dossier de Dils à la chambre criminelle de la Cour de cassation siégeant en Cour de révision. Elle en déduit qu'il faut ordonner de nouvelles investigations et procéder à de nouvelles auditions des témoins déjà entendus en 1986 et 1989, mais en les confrontant aux déclarations de Francis Heaulme.

Le 21 avril 2001, la Cour de révision annule la condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité de Patrick Dils mais refuse de le remettre en liberté en attendant un nouveau jugement. Le 20 juin 2001 s'ouvre un nouveau procès, devant la cour d'assises des mineurs de la Marne. Patrick Dils est alors âgé de trente et un ans. Le tueur en séries Francis Heaulme comparaît comme simple témoin. Il refuse d'endosser la responsabilité du double meurtre, malgré les soupçons qui pèsent sur lui.



Le 29 juin 2001, La cour condamne Patrick Dils à vingt-cinq ans de réclusion criminelle, à la surprise générale. Selon l'avocat général, Patrick Dils ne pouvait pas être le coupable, il n'aurait pas eu le temps de commettre ce crime. Condamné à nouveau, Patrick Dils a dix jours pour faire appel. Il le fait, comme le lui permet la loi concernant les Cours d'assises d'appel, votée peu auparavant.



Le 8 avril 2002, s'ouvre le troisième procès devant la cour d'assises des mineurs de Lyon. La loi permet désormais au procès de se tenir en public. La foule se presse au tribunal.

En majorité, l'opinion publique est favorable à Patrick Dils et Francis Heaulme est à nouveau entendu, avec des témoignages à charge pesant contre lui. Des témoins déclarent devant la cour d'assises de Lyon l'avoir aperçu couvert de sang le jour des faits, ce qu'il confirme lui-même à la barre, affirmant être tombé de vélo. Pour la première fois, Patrick Dils parle des tourments endurés en prison : il a été battu, bafoué, violé même. Il revient sur ses aveux, très circonstanciés, qui ont été l'une des seules preuves de sa culpabilité. On ignore encore exactement pourquoi Dils s'est d'abord accusé lui-même, au début de l'affaire. Cependant, rappelons que Patrick Dils n'avait que 16 ans au moment des faits. Il a été interrogé pendant des heures par des gendarmes convaincus de sa culpabilité. Il s'est retrouvé seul, sans ses parents, dans un endroit hostile. Il a d'ailleurs répété lors du procès : « je voulais juste rentrer chez moi ».

Le 23 avril 2002, l'avocat général se livre, en près de trois heures, à l'analyse du dossier pour expliquer pourquoi, tout lui paraît douteux.

Le jury délibère en quelques heures et Patrick Dils est acquitté le 24 avril 2002. Il sort de prison le soir même à 22 h 10. Des gardes du corps, rémunérés par TF1 à qui l'avocat de Dils avait accordé l'exclusivité, entourent la famille Dils, empêchant les journalistes de les approcher.

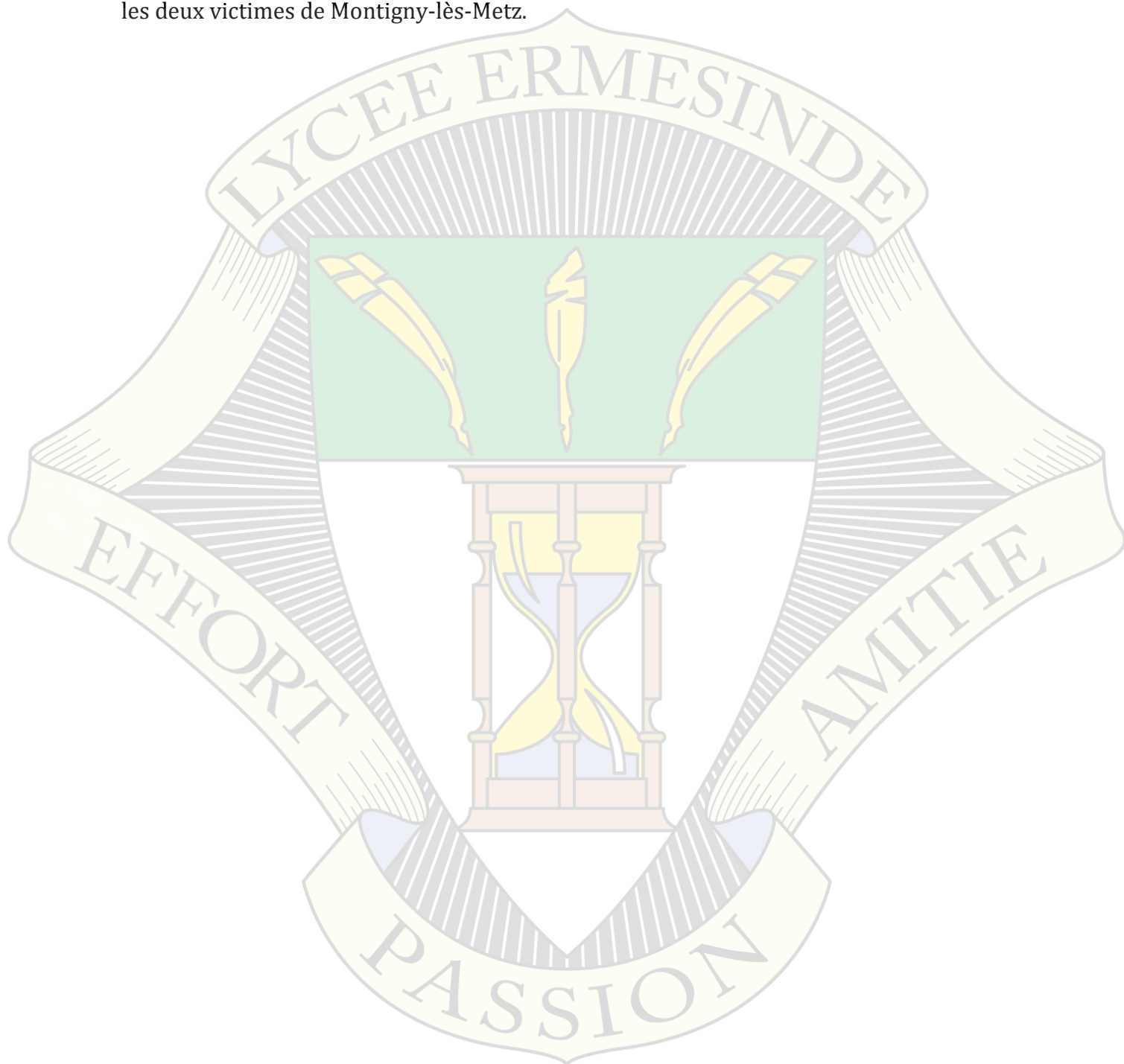


Finalement, Patrick Dils peut s'exprimer devant les médias, faisant part de son bonheur de retrouver la liberté. De leur côté, les proches des victimes sont déçus qu'on libère celui qu'elles avaient aussi tenu pour le meurtrier.

Patrick Dils a été victime d'une erreur judiciaire pour laquelle l'État français lui a versé 1 146 000 euros, dont 700 000 euros de dédommagements.



Le 26 juin 2006, le tueur en série Francis Heaulme est mis en examen pour homicides volontaires dans l'enquête sur le meurtre des deux enfants de Montigny-lès-Metz. Un non-lieu en faveur de Francis Heaulme est prononcé en avril 2007, l'ADN retrouvé sur le pantalon saisi au domicile de Francis Heaulme ne correspondant pas à celui trouvé sur les deux victimes de Montigny-lès-Metz.





## 2<sup>ème</sup> Partie

### Les différents intervenants

#### Qu'est-ce qu'une affaire pénale ?

En droit, on distingue deux grandes familles :

**Le droit civil** : qui traite les litiges (les désaccords) *entre personnes privées*. Par exemple, un problème de clôture entre deux maisons où les voisins ne trouvent pas d'accord, ou bien un accident de voiture, etc.

**Le droit pénal** : qui fait référence à la défense des valeurs, des comportements essentiels au **bon fonctionnement de notre société** : il est interdit de tuer ou de voler.

Dans le cas que nous avons présenté, nous sommes face à une affaire pénale qui a été jugée en cours d'assises.



#### Quels sont les différents intervenants dans une affaire pénale ?

Le traitement judiciaire d'une affaire pénale implique la succession de différentes phases : l'enquête, l'instruction, le jugement, l'application de la peine, etc. caractérisées par l'intervention de multiples acteurs.

Le principal protagoniste d'une affaire pénale est bien évidemment l'auteur de l'infraction : il est généralement appelé « mis en cause » pendant le temps de l'enquête, puis il prend le nom de « prévenu » lorsqu'il est traduit devant un tribunal correctionnel, ou « d'accusé » s'il comparaît devant une cour d'assises.



La victime constitue également un acteur important de la procédure : elle ne devient cependant partie au procès que si elle se constitue « partie civile », c'est-à-dire qu'elle manifeste la volonté de demander réparation des dommages causés par l'infraction.

Les autorités d'enquête (la police judiciaire, les membres de certaines administrations comme les douanes, les techniciens et experts) et de poursuite (le procureur de la République et ses représentants) jouent également un rôle important dès le début de la procédure. Pour les affaires les plus graves, un juge d'instruction peut être chargé de diriger l'enquête afin de permettre la manifestation de la vérité.

Un juge des libertés et de la détention peut en outre intervenir lorsqu'il est nécessaire, dès le stade de l'enquête, de porter atteinte à la liberté du mis en cause par exemple en le plaçant en détention provisoire.

L'avocat possède un rôle qui commence dès la garde à vue, se poursuit lors des éventuels interrogatoires devant le juge d'instruction, et aboutit au moment de l'audience où il assure la défense des intérêts de son client.

Mais le traitement judiciaire d'une affaire pénale ne s'arrête pas au prononcé de la sanction : l'exécution de celle-ci implique souvent l'intervention d'un juge d'application des peines et des agents d'insertion et de probation.



Concernant l'affaire Dils, rappelons qu'elle s'est déroulée il y a presque 30 ans. Les moyens de l'époque en matière de recherches scientifiques n'étaient pas aussi avancés qu'aujourd'hui. C'est sans doute une des raisons de l'erreur judiciaire et du temps qu'il a fallu pour résoudre cette affaire, qui est d'ailleurs restée non résolue, puisque les 2 suspects ont été jugés non coupables.

**Parmi tous les intervenants décrits ci-dessus, nous allons analyser le rôle de certains d'entre eux :**

- L'avocat de l'accusé
- L'avocat de la Partie Civile (victimes)
- Le juge d'instruction
- Les jurés
- Le juge

Précisons ici que nous analysons les rôles de chacun dans le système judiciaire français, puisque l'affaire Patrick Dils s'est déroulée en France. Les systèmes judiciaires ne fonctionnant pas dans tous les pays de la même manière.

## 1. L'avocat de l'accusé

Appelé aussi avocat de la défense, son rôle est de défendre les personnes soupçonnées d'une infraction et de les représenter lors du procès.

L'assistance d'un avocat est obligatoire en matière criminelle (elle est seulement conseillée pour toute autre affaire). Il est soit choisi, soit commis d'office : c'est le cas quand les accusés n'ont pas les moyens d'en payer un pour les défendre. Ils bénéficient alors de l'aide juridictionnelle, c'est-à-dire que c'est l'Etat qui paiera les honoraires de l'avocat.

### 1.1. Quel est le rôle de l'avocat avant le procès ?

L'avocat est le seul à avoir un accès complet et permanent au dossier, lequel contient la totalité des déclarations faites par les enquêteurs, les auditions, etc. Il est important de s'assurer que l'avocat ait pris effectivement connaissance de l'ensemble du dossier. Il suit également le déroulement de l'instruction et peut solliciter par écrit l'accomplissement d'actes de la procédure : audition d'un témoin, transport sur les lieux, etc. L'avocat s'entretient des dossiers avec le prévenu afin d'élaborer une stratégie. Il assiste son client devant le juge d'instruction, le prépare aux interrogatoires, en lui rappelant le contenu de ses déclarations à la police. Si l'accusé faisait des déclarations différentes de celles enregistrées, il devrait expliquer et justifier.

### 1.2. Quel est le rôle de l'avocat pendant le procès ?

Pendant le procès, l'avocat prépare son client à l'audience et il assiste son client également à l'audience. Il peut intervenir directement, sans passer par le président pour poser des questions aux témoins. Son rôle est d'obtenir la peine la moins lourde pour son client : il doit trouver de bons arguments pour atténuer la gravité des faits et trouver des « circonstances atténuantes » (par exemple : enfance difficile, situation exceptionnelle, etc.). Lors du procès, une de ses interventions importantes est lorsqu'il présente oralement la défense de son client, au cours des plaidoiries (le but de la plaidoirie est de convaincre le tribunal), qui ont lieu tout à la fin du procès, quand tous les témoins ont été entendus et que les faits ont été détaillés.

### 1.3. Combien coûte un avocat ?

Il n'y a pas de tarification en vigueur. Les honoraires dépendent de la notoriété de l'avocat (plus il est connu et reconnu pour son efficacité et plus il sera cher), de la durée du procès, du temps qui sera consacré à l'affaire.



## 2. L'avocat de la Partie Civile

Il intervient pour représenter les intérêts des victimes tout au long d'une procédure. Dans le cas d'un crime ou d'un meurtre, il est chargé de défendre la famille de la victime, appelée « partie civile ».

A la différence de l'avocat de l'accusé, l'avocat de la partie civile mettra tout en œuvre pour faire condamner le coupable le plus lourdement possible : souvent, c'est lui qui demandera le plus grand nombre d'années de prison.

En général, on fait la différence entre **un avocat** et **un avocat à la cour**. Un avocat est tout simplement une personne qui est encore en stage et qui doit encore passer un examen mais qui a déjà des clients et des affaires qu'elle doit juger, alors que l'avocat à la cour a déjà son diplôme d'avocat.

**Serment lorsque l'avocat accède à la profession :**  
« Je jure, comme avocat, d'exercer mes fonctions avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité »

## 3. Le juge d'instruction

C'est un magistrat du Tribunal de Grande Instance (où sont jugées les affaires criminelles). Il intervient dans les affaires graves et complexes. Il est chargé de réunir des éléments permettant de comprendre et d'analyser les faits. Il fait en sorte de réunir toutes les informations nécessaires à « la manifestation de la vérité », ceci est une expression très utilisée dans le langage judiciaire, qui signifie qu'il s'agit de démontrer la culpabilité ou l'innocence d'une personne.

Pour cela, il doit procéder à l'audition des témoins, ordonner des perquisitions (mesure d'enquête pour rechercher des preuves au domicile d'une personne, local d'une entreprise, etc.), procéder à des saisies, des écoutes téléphoniques, prescrire des examens médicaux ou psychologiques de toute personne ou de l'accusé.

Son rôle va être de prononcer la mise en examen d'une personne, lorsqu'il considère avoir réuni suffisamment d'éléments à charge (contre cette personne).

C'est lui qui décide d'envoyer la personne mise en examen devant le tribunal correctionnel (chargé de juger les délits) ou la cour d'assises (chargée de juger les crimes, meurtres, etc.).

## 4. Les jurés

Les jurés sont les membres des procès d'assises. Ils ne sont pas choisis mais tirés au sort à partir des listes électorales : il faut avoir plus de 23 ans, ne pas avoir été condamné, avoir la nationalité française et maîtriser la lecture et l'écriture du français. Au début de chaque affaire, un nouveau tirage au sort permet la désignation des 6 jurés (9 en appel) appelés à composer le jury d'assises.

Ils assistent à toutes les audiences et doivent se faire leur propre opinion concernant l'affaire. Leur rôle est de se prononcer à la fois sur la culpabilité des accusés et, si l'accusé a été jugé coupable, les jurés se prononceront également sur la peine applicable, c'est-à-dire sur le nombre d'années d'emprisonnement. Ils sont donc des juges à part entière au même titre que les magistrats professionnels qui siègent à leur côté dans la cour d'assises. C'est donc pour eux une énorme responsabilité. On appelle l'ensemble le Jury populaire.

## 5. Le juge

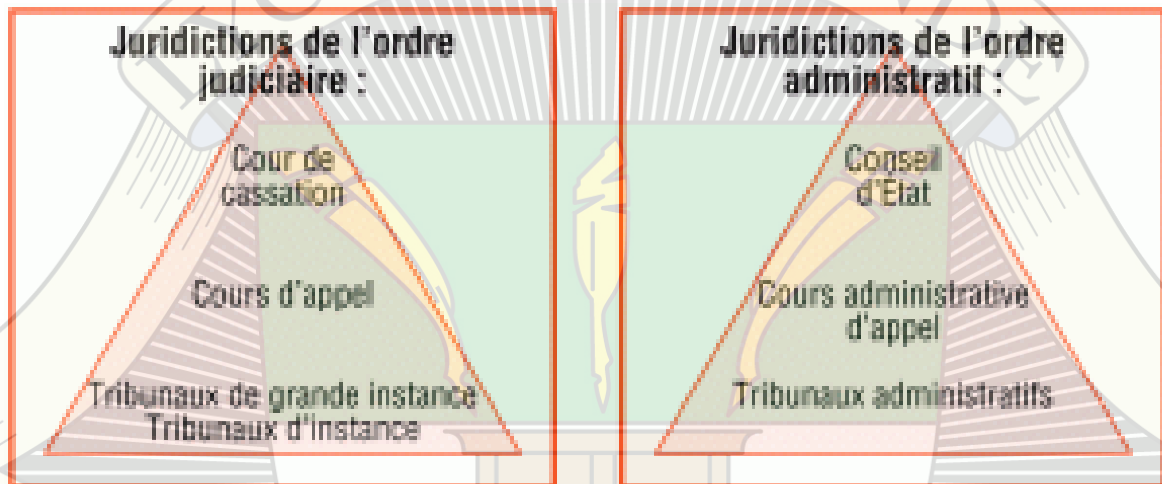
Le rôle du juge est de prendre la décision finale à l'issue d'un procès.



## 3<sup>ème</sup> Partie

### Les différents tribunaux

En France, on distingue 2 juridictions : la justice judiciaire et la justice administrative. A l'intérieur de ces juridictions, les tribunaux sont organisés selon une structure pyramidale :



Dans ce travail, s'agissant d'une affaire pénale, nous n'avons abordé que l'ordre judiciaire.

#### 1. La cour d'assises

##### Définition :

La cour d'assises juge les personnes accusées de crime, de complicité de crime, viol, meurtre, etc. Des infractions les plus graves dont les peines encourues vont de 10 ans de prison à la perpétuité. Certaines affaires sont jugées par des cours d'assises spécifiques. Par exemple, les mineurs de plus de 16 ans sont jugés devant une cour d'assises des mineurs. Pour les affaires les plus graves, le jury n'est pas composé de citoyens, mais de magistrats. Elle est composée de 3 juges professionnels (le président, qui dirige les débats et ses deux assesseurs) auxquels s'ajoutent 6 jurés tirés au sort. Après l'audience, ceux-ci vont délibérer avec les magistrats et rendre un verdict. Au cours des débats, l'avocat général défend les intérêts de la société et lors de ces réquisitions, il revient sur les faits et propose la sanction qui lui paraît la mieux adaptée.





Le greffier assiste à la cour et note le déroulement des débats. Il authentifie tous les actes et notamment la décision, que l'on appelle un arrêt.

C'est alors le garant de la procédure. L'accusé fait également partie de la cour d'assises, il est poursuivi pour crime et jugé devant la cour d'assises. Pour défendre ses intérêts, il doit obligatoirement être assisté d'un avocat.

Lors de la plaidoirie, l'avocat doit argumenter pour défendre son client. Les victimes et les familles sont également présentes et sont assistées d'un avocat. C'est ce qu'on appelle alors les parties civiles. Pour éclairer la cour d'assises sur les faits ou la personnalité de l'accusé, des personnes sont appelées à témoigner. Ils doivent répondre aux questions de la cour. L'huissier montre les pièces à conviction et fait entrer et sortir les témoins.

Si la cour d'assises considère que la culpabilité de l'accusé n'est pas établie, elle rend un arrêt d'acquittement. En revanche, si l'accusé est déclaré coupable, il peut être condamné à des peines de prison, des peines d'amendes et des peines complémentaires.

Si l'accusé n'est pas d'accord avec le verdict ou avec la peine prononcée, il peut faire appel du jugement. Dans ce cas, l'affaire va être de nouveau jugée depuis le début par la cour d'assises d'appel. C'est une cour d'assises mais d'un autre département. Elle sera composée de 9 jurés et 3 magistrats.

### **Quelles sont les sanctions prononcées par la cour d'assises ?**

*La cour d'assises peut prononcer :*

- des peines de réclusion criminelle, à perpétuité ou à temps déterminé
- des peines d'amendes
- des peines complémentaires (interdiction d'exercer une activité, obligation de se soigner, etc.)

## **2. La cour de cassation :**

À l'issue d'un procès devant la cour d'assises d'appel, si l'accusé n'est toujours pas d'accord avec la peine prononcée, il est possible de faire un pourvoi en cassation.

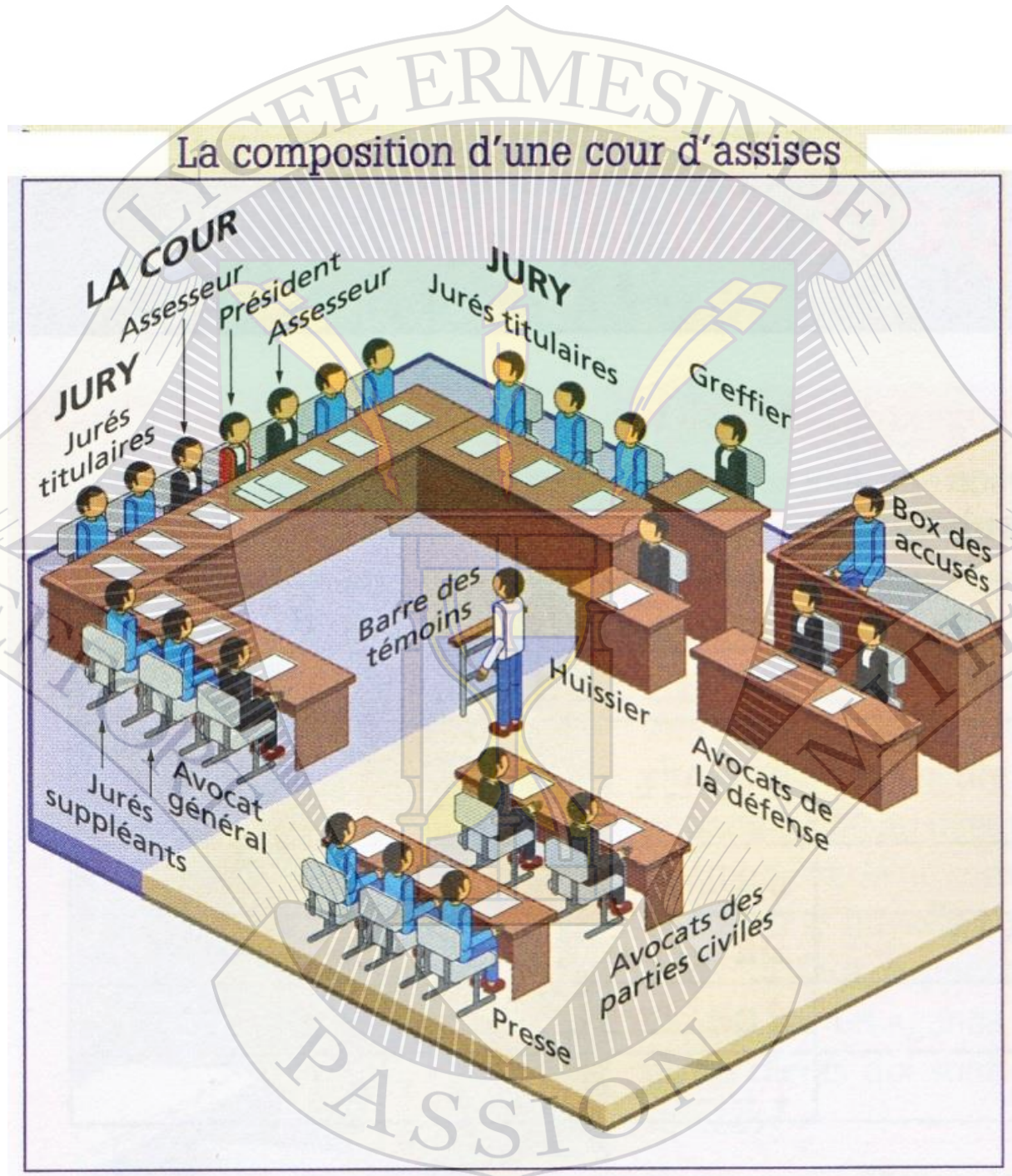
La Cour de cassation est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français. Elle a pour mission de contrôler l'exacte application du droit par les tribunaux. En effet, son rôle n'est pas de rejuger les affaires mais bien de dire si les règles de droit ont été correctement appliquées en fonction des faits qui ont été constatés par les tribunaux.

Par exemple, sur le plan pénal, si le condamné estime que le juge qui l'a condamné n'a pas respecté les règles de droit, la Cour de Cassation ne rejugera pas l'affaire, elle vérifiera que le droit a été appliqué.



## Quelles sont les sanctions prononcées par la cour de cassation ?

- Rejeter le recours : dans ce cas, la décision du dernier tribunal intervenu dans l'affaire est considérée comme valable
- Casser le jugement qui est l'objet du recours : dans ce cas, une autre cour d'appel ou une autre cour d'assises doit faire un nouveau procès.





## 4<sup>ème</sup> Partie

---

### Rapport de Stage

J'ai effectué un stage d'observation chez un avocat à Esch sur Alzette pendant les vacances scolaires de Pentecôte. Je pensais que ce serait un excellent moyen pour mieux comprendre le sujet que j'avais choisi pour mon travail personnel.

Il s'agit du Cabinet d'Avocat Majerus. C'est une petite étude qui comprend 3 avocats et une secrétaire.

J'ai été très bien accueillie par l'avocat chargé de m'expliquer son métier. Il a tout fait pour que je puisse voir le plus d'audiences possible. En effet, je l'ai accompagné au tribunal et j'ai pu voir comment se déroulait une affaire pénale, une affaire de divorce, une affaire de travail et une affaire de loyer impayé. J'ai pu mieux comprendre le rôle de l'avocat et j'ai eu la chance d'avoir les explications de sa part, notamment qu'il m'indique les avantages et les inconvénients de ce travail. J'ai pu poser toutes les questions qui m'intéressaient en étant sûre d'avoir une réponse. Je ne connaissais pas tous les tribunaux que j'ai pu visiter et j'ai été impressionnée par les salles qui étaient à disposition des juges. J'ai également remarqué que chaque juge et chaque avocat étaient différents et qu'ils avaient tous leur manière de débattre avec leurs arguments. Au fur et à mesure de mes discussions avec l'avocat, j'ai appris beaucoup de choses sur le droit, mais surtout de son métier.

Voici quelques questions que je lui ai posées :

- Avez-vous déjà refusé une affaire ?

En tant qu'avocat, je n'ai encore jamais refusé une affaire. Par contre, il est toujours possible de refuser mais si on en refuse trop souvent, la justice ne fera plus appel à vous et vous perdriez beaucoup d'argent. Il est aussi possible de refuser une affaire à condition d'avoir une bonne raison.

- Peut-on s'occuper de plusieurs affaires en même temps ?

Oui et cela arrive très souvent. Un avocat doit souvent s'occuper de plus de 5 affaires en même temps.



- Etiez-vous déjà avocat de la défense et de la Partie Civile ?

En tant qu'avocat, on ne peut pas choisir si on veut protéger un client qui est de la Partie Civile ou de la défense. Très souvent, un avocat doit défendre celui qui est fautif.

- Etes-vous quelquefois en contact avec des avocats avec lesquels vous êtes adversaires dans la même affaire ?

Oui, il m'est déjà souvent arrivé que des amis avec lesquels je m'entends très bien deviennent mes adversaires dans une affaire. Au tribunal, on se déteste parce que chacun de nous veut défendre son client du mieux qu'il peut.

- Quel genre d'affaires ne souhaiteriez-vous jamais défendre ?

Il y a bien une affaire que je ne souhaiterais jamais défendre, c'est une affaire de pédophilie, car je ne souhaiterais en aucun cas défendre une personne qui fait du mal à des enfants.

- Quelle a été l'affaire la plus longue durant votre carrière ?

Une affaire peut durer très longtemps. Elle peut monter jusqu'à 10 ans. Pour moi, la plus longue affaire de ma carrière était de 5 ans et l'affaire n'est toujours pas conclue. 5 ans peuvent passer très vite, en sachant qu'on ne passe pas devant le tribunal tous les mois. Par exemple, un divorce peut durer très longtemps, surtout quand il y a des enfants à prendre en charge et/ou bien il arrive aussi qu'un couple partage une entreprise et dans un cas de divorce, la procédure peut durer plus de 3 ans. Aujourd'hui encore, il y a des affaires, notamment de divorce, qui date de 1995 et qui ne sont toujours pas conclues.

- Combien peut coûter une robe ?

Une robe peut coûter très cher. Le montant peut s'élever à plus de 700 euros. En général, on achète une robe en début de carrière et on essaye de la garder jusqu'à sa retraite.



- Est-ce que vous travaillez seul sur un dossier ?

Souvent je dois travailler seul sur un dossier, mais il m'arrive quelquefois de travailler avec un collègue sur une affaire pour avoir un autre avis sur le jugement ou pour lui demander de me fournir une pièce dont je ne dispose pas.

- Quelle est la formation pour un avocat ?

Pour accéder au métier d'avocat, il faut faire une formation professionnelle. Pour cela, il faut déjà passer un examen d'entrée très sélectif, dont 35% des étudiants sont admis. Pour accéder à cette formation, il faut être titulaire d'un Master 1 ou 2 en droit. Si on est admis, une formation de 18 mois est organisée selon 3 modules :

- Formation de 6 mois à l'université
- 6 à 8 mois de formation pédagogique
- Stage de 6 mois dans un cabinet d'avocat à l'issue duquel on passe le CAPA, Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat.

A la sortie de leur stage, trois options s'offrent aux jeunes diplômés :

- Se faire recruter comme salarié
- Devenir collaborateur d'un cabinet d'avocat (en ayant la possibilité de développer sa propre clientèle)
- Ouvrir son propre cabinet

De nombreux avocats se spécialisent dans un domaine précis.

- Quel est le salaire d'un avocat ?

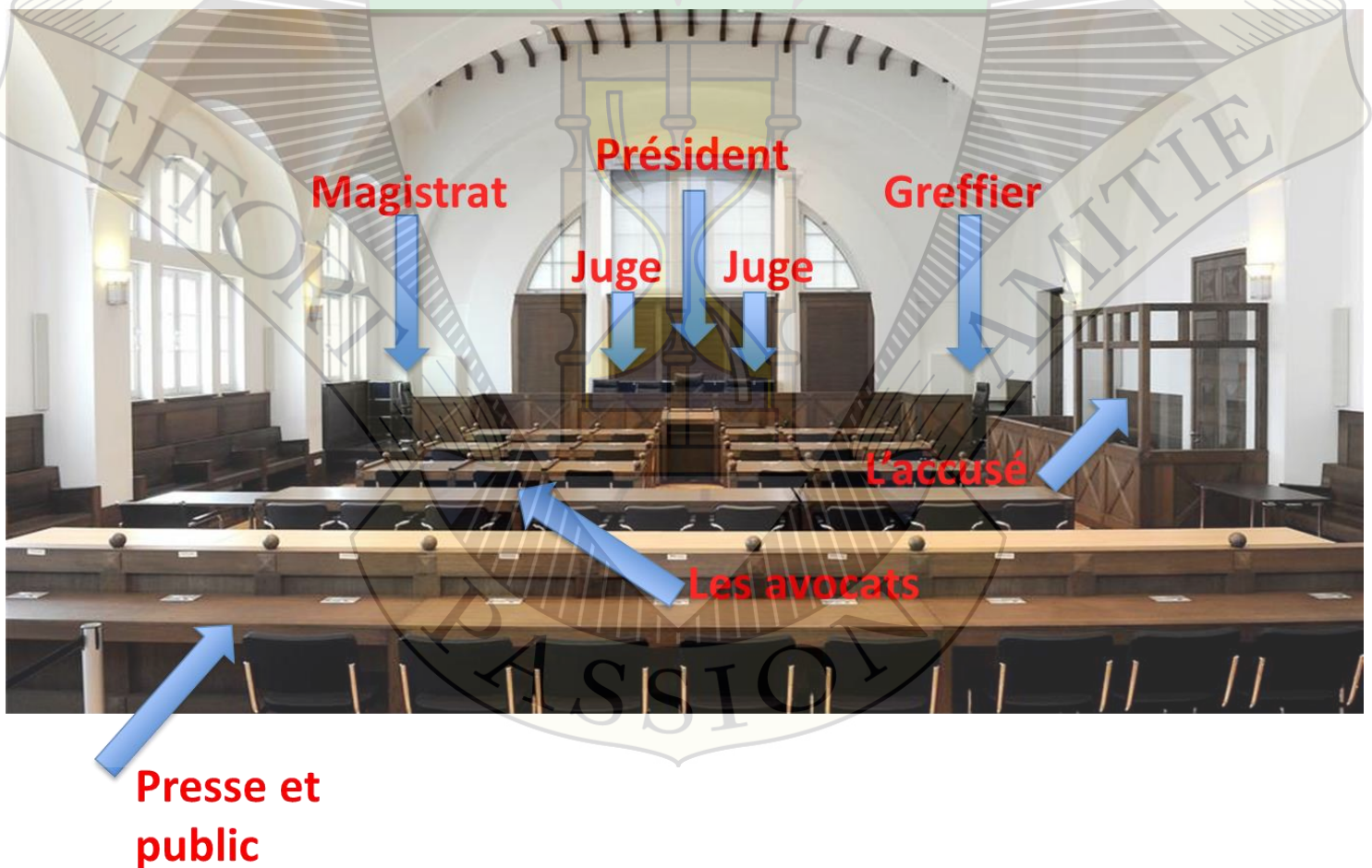
En France, en début de carrière, un avocat gagne entre 1 800 et 2 700 euros par mois. Ensuite, les rémunérations varient en fonction de la situation. Le revenu moyen mensuel dans la profession serait aux alentours de 5 000 euros.

- Quelle est la différence entre la justice luxembourgeoise et la justice française ?

La justice au Luxembourg n'est pas la même qu'en France. En effet, dans une affaire pénale au Luxembourg, il y a non pas un mais deux juges et un président. C'est lui qui pose les questions à l'accusé et à la victime et c'est également lui qui prend la décision finale. Les deux juges prennent notes et peuvent si nécessaire poser une question. A droite du président se trouve le greffier qui prend note des réponses de l'accusé et à gauche est assis le magistrat. Son rôle est de fournir son opinion à la fin du jugement et demande soit de boucler l'affaire soit de la revoir à une autre date devant le tribunal. L'accusé doit se placer devant un parloir qui se situe devant le président et les juges. Son avocat doit être présent dans la salle et intervient après son client pour défendre celui-ci. Dans une affaire pénale, l'accusé est obligé de se présenter avec un avocat.

Le tribunal en France est différent de celui au Luxembourg. En effet, il n'a pas de président, mais un juge assisté de 6 jurés.

*Voici le tribunal que j'ai visité à Luxembourg ville :*





*Voici quelques affaires pénales auxquelles j'ai pu assister lors de mon stage d'observation :*

I. Pour commencer l'audience, le public et les avocats des deux parties (avocat de l'accusé et avocat de la victime) entrent dans la salle. Ensuite, le président et les deux juges (dans une affaire pénale il n'y a pas que un juge, mais deux et ils doivent être accompagnés par un président qui dirige l'affaire) arrivent par une autre porte tenue secrète et tout le monde doit se lever, jusqu'à ce que le président déclare : « l'audience est ouverte ». Après que tout le monde se soit assis, le président résume l'affaire en quelques mots et appelle alors directement l'accusé pour venir présenter les faits devant celui-ci et les juges. En même temps, le greffier prend note, alors qu'en face de lui, le parquet, donc le procureur compare les faits avec ce que raconte l'accusé et réfléchit à la conclusion. Quelquefois, il se peut que l'accusé arrive dans la salle avec les mains menottées dans le dos et qui soit alors placé dans une petite cabine entouré de verre.

La première affaire qui a été jugé devant la cour d'assise, était une affaire de coups et blessures.

Le mari a été accusé d'avoir donné des coups violents sur sa femme et de l'avoir menacée de mort. Il lui aurait alors craché dessus puis lui aurait pris le téléphone pour voir à qui elle envoyait des messages. Après avoir subi des coups violents de la part de son mari, la femme a appelé la police et aurait expliqué qu'elle s'était fait battre de minuit à 3 heures du matin et qu'avait fait des photos.

Elle a immédiatement porté plainte contre celui-ci et a exigé un avocat. Puis, le mari a été arrêté et ils sont tous les deux passés devant la justice.

Ils vivaient tous les deux en Turquie et sont arrivés au Luxembourg il y a 2 ans. Ils ne parlent ni français, ni allemand, ni anglais et encore moins luxembourgeois. Le mari ne travaille pas, alors que sa femme ne travaille qu'à mi-temps. Ils ont eu un enfant qui a aujourd'hui 3 ans.

La justice voulait condamner le mari à 6 mois de prison avec sursis (donc il est en liberté mais est surveillé par la police) et à payer une amende. Pendant ces 6 mois, il doit trouver un travail à plein temps. Par contre, la femme a annoncé devant le président et devant les juges, qu'elle était enceinte de son deuxième enfant et qu'elle voulait retirer sa plainte contre son mari.

Le président a insisté et a déclaré que si le mari voulait rester au Luxembourg, il avait intérêt à bien se tenir et à ne plus battre sa femme, car ici au Luxembourg on ne tolère pas que quelqu'un soit violent !

Expression que la victime doit utiliser quand elle témoigne contre une personne :  
« Dire la vérité, rien que la vérité, toute la vérité, si on témoigne contre quelqu'un ! »

II. L'affaire suivante est une affaire d'abandon qui a suivi le divorce.

Le père de famille est parti pendant 20 ans en laissant derrière lui sa femme et ses 3 enfants sans donner aucune explication. Il n'allait plus à son travail et ne payait plus le loyer. La mère de famille a alors demandé le divorce quand son mari est revenu après 20 ans d'absence et elle s'est remariée avec quelqu'un et ils ont eu 3 enfants. Aujourd'hui elle est au chômage et cherche un travail. Du côté du père, il s'est remarié et a eu 2 enfants qui sont aujourd'hui majeurs.

Le père de famille a plus d'argent et travaille que à mi-temps, parce qu'il ne veut pas travailler à plein temps. Il gagne 900 euros par mois, dont 800 euros pour payer le loyer de son appartement. Aujourd'hui, il a beaucoup de dettes à payer et il doit également payer la pension alimentaire de ces enfants (du côté de son ex-femme). Pendant 15 ans, ce Monsieur n'a pas payé son loyer et c'est pour cela que maintenant il doit rendre tellement d'argent que ce n'est même plus possible qu'il rende tout, parce qu'il ne gagne pas assez d'argent. Le père de famille ne prenait plus non plus de nouvelles de ces enfants et n'aidait pas son ex-femme à financer leurs études.

Le père de famille a requis une peine de prison de 8 mois avec sursis, pour qu'il puisse trouver un travail à temps plein et rembourser l'argent qu'il doit à son ex-femme et à la justice.

Cette affaire date déjà depuis 1995.



# Conclusion

---

J'ai pris beaucoup de plaisir à rédiger ce travail sur le droit tout au long de ce deuxième semestre et cela m'a servi à mieux connaître les différents métiers autour du droit. J'ai aimé lire et écrire sur l'affaire Patrick Dils et j'ai essayé de résumer l'affaire du mieux possible pour en faciliter la compréhension, notamment en introduisant un schéma dans mon Travail Personnel.

J'ai aussi été très contente d'avoir fait un stage d'observation, qui m'a fourni beaucoup d'informations au sujet du métier d'avocat et je pense bien que c'est dans cette direction que je souhaiterais m'orienter plus tard.

Lors de mon travail, je me suis rendu compte, que dans le droit, il n'y avait pas seulement des affaires de meurtres comme dans l'affaire Patrick Dils, mais que souvent il y avait des affaires de coups et blessures sur une victime ou encore des affaires de loyer qui n'ont pas été payés. Lors de mon stage, j'ai pu voir des affaires de divorces et de coups et blessures. J'ai pu voir la manière dont les avocats procédaient pour défendre leurs clients et quelles questions les juges posaient aux victimes, aux accusés et aux avocats.

J'ai aussi pu m'interroger sur la capacité que les avocats ont à défendre une personne qu'ils savent coupable. Comment trouver les arguments pour lui éviter de passer sa vie en prison ? Comment lui trouver des « circonstances atténuantes », des excuses en quelque sorte ? C'est encore difficile à imaginer pour moi. En fait, je crois que je suis encore trop jeune pour comprendre comment on parvient à ce résultat. Il faut une plus grande maturité et bien sûr les études doivent nous permettre d'acquérir à la fois les connaissances nécessaires et les bons réflexes pour parvenir à défendre une personne quel que soit l'acte commis.



# Mes sources

---

## Sage d'observation chez un avocat: Etude Majerus Esch sur Alzette

### Livres :

**Titre:** Je voulais juste rentrer chez moi

**Publié:** 5 septembre 2003

**Auteur:** Patrick Dils et Karen Aboad

**Titre:** L'affaire Dils/Heaulme, la contre-enquête Broché

**Publié:** 12 mars 2014

**Auteur:** Emmanuel Charlot et Vincent Rothenburger

### Sites internet :

- <http://www.lamiteorange.com/2012/10/pourquoi-devenir-avocat/>
- [http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_d%27affaires\\_criminelles\\_fran%C3%A7aises](http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_d%27affaires_criminelles_fran%C3%A7aises)
- <http://www.onisep.fr/Decouvrir-les-metiers/Des-metiers-par-secteur/Droit-et-justice-des-emplois-nombreux-et-varies>
- [http://fr.wikipedia.org/wiki/Patrick\\_Dils](http://fr.wikipedia.org/wiki/Patrick_Dils)
- <http://erreurjudiciaire.com/patrick-dils/>
- [http://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/francis-heaulme-je-suis-victime-d-une-erreur-judiciaire-aussi-lourde-que-celle-de-patrick-dils\\_1285879.html#](http://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/francis-heaulme-je-suis-victime-d-une-erreur-judiciaire-aussi-lourde-que-celle-de-patrick-dils_1285879.html#)
- <http://www.lejls.com/actualite/2014/03/13/les-grandes-dates-de-l-affaire-de-montigny-les-metz>
- <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/justice/fonctionnement/justice-penale/qu-est-ce-qu-affaire-penale.html>
- [http://www.liberation.fr/societe/2007/09/03/les-grandes-dates-de-l-affaire-dils\\_100955](http://www.liberation.fr/societe/2007/09/03/les-grandes-dates-de-l-affaire-dils_100955)
- <http://philippebrindet.chez.com/A090803.pdf>
- <http://justice.comprendrechoisir.com/comprendre/juge>
- <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/justice/fonctionnement/justice-penale/quoi-sert-juge-instruction.html>
- [http://www.justice.gouv.fr/art\\_pix/Guidejusticepenale.pdf](http://www.justice.gouv.fr/art_pix/Guidejusticepenale.pdf)
- [https://fr.wikidia.org/wiki/Cour\\_de\\_cassation\\_\(France\)](https://fr.wikidia.org/wiki/Cour_de_cassation_(France))
- [https://www.courdecassation.fr/informations\\_services/6/charte\\_justiciable\\_2544/juge\\_decisions\\_2545/sont\\_r\\_10942.html](https://www.courdecassation.fr/informations_services/6/charte_justiciable_2544/juge_decisions_2545/sont_r_10942.html)
- [http://www.justice.gouv.fr/art\\_pix/Guidejusticepenale.pdf](http://www.justice.gouv.fr/art_pix/Guidejusticepenale.pdf)
- <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/justice/fonctionnement/tribunaux/quoi-sert-cour-cassation.html>